



Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Délégation générale à l'emploi
et à la formation professionnelle
Sous-direction des parcours d'accès
dans l'emploi
Mission insertion professionnelle

Personne chargée du dossier : **Samuel Berger**

tél. : 01 44 38 28 31

fax : 01 44 38 28 05

mél. : dgefp.mip@emploi.gouv.fr

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation
professionnelle et du dialogue social

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région

Copie :

- Mesdames et Messieurs les préfets de département
- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- Mesdames et messieurs les directeurs des directions des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- Monsieur le directeur général de Pôle emploi
- Monsieur le président du CNML
- Monsieur le président de l'UNML
- Madame la présidente de l'Agefiph
- Monsieur le président de CHEOPS
- Monsieur le directeur général de l'ASP
- Monsieur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel

INSTRUCTION N° DGEFP/MIP/2015/215 du 19 juin 2015 relative à la programmation des contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir au deuxième semestre 2015

Date d'application : immédiate

NOR : ETSD1514793J

Classement thématique : Emploi / Chômage

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : Cette circulaire vise à indiquer les orientations stratégiques ainsi que les enveloppes du second semestre 2015 pour les emplois d'avenir et les contrats uniques d'insertion (y compris le CIE-Starter).

Mots-clés : emploi d'avenir, contrat unique d'insertion, CIE-Starter, programmation, orientations

Textes de référence :

Circulaire DGEFP n°2015-02 du 29 janvier 2015 relative à la programmation des contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir au premier semestre 2015

Fiche d'appui pour la mobilisation en faveur du parcours des jeunes en emplois d'avenir parue le 27 novembre 2014

Circulaire interministérielle CAB/2015/94 du 25 mars 2015 relative à la mise en oeuvre des mesures en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le champ du développement de l'activité économique et de l'emploi (Suites du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté du 6 mars 2015 et préparation des contrats de ville)

Plan d'action issu de la réunion du 13 avril 2015 présidée par le président de la République sur la mobilisation des contrats aidés pour 2015

Annexes :

FICHE N° 1 : Modalités de répartition inter-régionale des volumes d'emplois aidés

FICHE N° 2 : Enveloppes financières et paramètres de prise en charge

FICHE N° 3 : Modalités de la fongibilité du CUI-CAE vers le secteur de l'insertion par l'activité économique et au sein des contrats aidés du secteur marchand

FICHE N° 4 : Orientations et points de vigilance pour le second semestre 2015

Tableau n°1 : Enveloppes physico-financières d'emplois d'avenir pour le second semestre 2015

Tableau n°1 bis : Hypothèses de renouvellements des contrats au sein de l'enveloppe des EAV pour le second semestre 2015

Tableau n°2 : Enveloppes physico-financières de CAE pour le second semestre 2015

Tableau n°2 bis : Hypothèses de renouvellement des contrats au sein de l'enveloppe des CAE pour le second semestre 2015

Tableau n°2 ter : Contingents de CUI-CAE du ministère de l'Education nationale

Tableau n°3 : Enveloppes physico-financières de CIE pour le second semestre 2015

Tableau n°4 : Objectifs régionaux de la politique de la ville pour les emplois aidés (rappel)

Tableau n° 5 : Situation de l'emploi des travailleurs handicapés dans les emplois aidés (CUI et emplois d'avenir)

La situation de l'emploi nécessite pour le second semestre 2015 un renforcement de la mobilisation des employeurs et une utilisation optimisée des différents outils à votre disposition afin de répondre toujours mieux aux besoins des demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail et de lutter plus efficacement contre le chômage de longue durée.

La réunion du 13 avril 2015 présidée par le Président de la République sur la mobilisation des contrats aidés a permis de partager des constats et propositions pour assurer un niveau de prescription de contrats dans les secteurs marchand et non-marchand à hauteur des objectifs quantitatifs arbitrés et maintenir les ambitions qualitatives. Un plan d'action a été élaboré sur cette base pour mobiliser l'ensemble des employeurs mais également faciliter l'accès des publics prioritaires aux solutions d'insertion professionnelle adaptées à chacune des situations. A ce titre, le plan d'action vise à renforcer la complémentarité des outils de la politique de l'emploi (CUI, IAE,...) dans le cadre d'une offre territoriale d'insertion globale plus visible et l'articulation avec d'autres programmes de politiques publiques, notamment les contrats de ville, le service civique et les contrats de filières.

Cette circulaire définit les modalités stratégiques et opérationnelles de ce plan d'action, sur la base des enveloppes physiques et financières de contrats aidés détaillées ci après :

- Une programmation de 140.000 CAE sur le second semestre qui s'ajoute à celle de 130.000 sur le premier semestre, soit 270.000 contrats sur l'année ;
- Une programmation de 40.000 CIE sur le second semestre qui s'ajoute à celle de 40.000 sur le premier semestre, soit 80.000 contrats sur l'année ;
- Une programmation de 47.000 EAV (hors EAP) sur le second semestre qui s'ajoute à celle de 38.000 sur le premier semestre, soit 85.000 contrats hors EAP (pour mémoire, 10.000 EAP sont programmés en 2015).

Cette programmation représente un effort de 100.000 emplois aidés supplémentaires par rapport à la LFI 2015.

Je vous remercie de me transmettre, sous quinze jours au plus tard, le plan de prospection des employeurs de contrats aidés lorsque celui-ci n'a pas été transmis à l'occasion de l'envoi du plan régional de mobilisation des employeurs potentiels d'apprentis. Un bilan régulier des plans de prospection sera réalisé.

Notre ambition est d'atteindre notre objectif d'emplois aidés de façon quantitative et qualitative tout en maintenant l'enveloppe financière ce qui passe par un strict respect des taux fixés par la loi de finances.

signé

François REBSAMEN

FICHE N° 1 : MODALITES DE REPARTITION INTER-REGIONALE DES VOLUMES D'EMPLOIS AIDES

Les modalités et critères de répartition des enveloppes physiques sont identiques à ceux du premier semestre 2015, avec une actualisation des données de référence. Les objectifs QPV restent inchangés.

Les enveloppes du second semestre s'ajoutent à celles du 1^{er} semestre qui doivent être consommées sur le 2nd semestre dès lors qu'elles ne l'ont pas été en intégralité au 30 juin 2015. Les tableaux détaillés en annexes mentionnent en conséquence la totalité de l'enveloppe annuelle programmée par région.

I. Les emplois d'avenir

L'enveloppe physique pour le second semestre 2015 est de 47 000 emplois d'avenir (hors emplois d'avenir professeur). Elle recouvre les renouvellements et les aides initiales.

La répartition est effectuée sur les critères fondés sur l'analyse du public éligible aux emplois d'avenir et sur la capacité d'absorption des employeurs.

| <u>Nature des critères</u> | <u>Poids du critère dans le calcul des enveloppes régionales</u> | <u>Source</u> |
|---|---|---|
| Nombre d'emplois d'avenir réalisés en 2015 | 10% | ASP- SID DGEFP, données arrêtées au 06.06.2015 |
| Volume des DEFM jeunes de niveau de formation V et infra | 20% | DARES, données arrêtées au 30.04.15 |
| Volume des jeunes en demande d'insertion de niveau de formation V sans diplôme et infra | 20% | Parcours 3, données arrêtées au 31.12.2014 |
| Volume des jeunes résidant en ZUS ¹ suivis en missions locales | 20% | Parcours 3, données arrêtées au 31.12.14 |
| Volume des jeunes résidant en ZRR suivis en missions locales | 10% | Parcours 3, données arrêtées au 31.12.14 |
| Volume des renouvellements estimés sur 2015 | 20% | Estimation DARES après retraitement des données ASP |

La répartition régionale du second semestre 2015 figure dans le tableau n°1.

Pour information, les hypothèses de renouvellements sur le second semestre 2015 figurent dans le tableau n°1bis.

II. Les CUI-CAE

L'année 2015 est marquée par la généralisation en année pleine de la réforme du financement de l'insertion par l'activité économique pour les ateliers et chantiers d'insertion, qui substitue un

¹ Les données actualisées aux nouveaux Quartiers Prioritaires de la Ville ne sont pas actuellement disponibles.

financement par aide aux postes et un recrutement en contrat d'insertion (CDD-I) aux CUI-CAE dans ces structures.

L'enveloppe physique pour le second semestre 2015, à l'instar de celle du premier semestre ne comprend pas de contrats destinés aux ACI, à l'exception du département de Mayotte pour lequel l'application de la réforme du financement de l'IAE est différée.

La répartition inter-régionale des contrats aidés du secteur non marchand (CUI-CAE) est déterminée à partir de données de contexte : les critères de répartition sont identiques à ceux retenus au premier semestre 2015 et actualisés en fonction des dernières données disponibles.

Cette répartition est corrigée sur la base d'indications de capacité d'absorption des employeurs : la répartition prend en compte dans la mesure du possible les besoins exprimés par les DIRECCTE et le réseau de Pôle Emploi.

| Nature des critères | Poids du critère dans le calcul des enveloppes régionales | Source |
|--|--|--|
| Nombre de CAE réalisés en 2015 | 40% | ASP – SID DGEFP, données arrêtées au 06.06.2015 |
| Nombre de DELD ABC ≥1an | 25% | DARES, données arrêtées au 31.04.15 |
| Nombre de DEFM ABC de 50 ans et plus | 5% | DARES, données arrêtées au 30.04.15 |
| Nombre de bénéficiaires du RSA socle | 10% | CAF, données arrêtées au 31.12.14 |
| Volume des renouvellements estimés en 2015 | 20% | Estimations DARES après retraitement des données ASP |

La répartition régionale des enveloppes physiques de CUI-CAE pour le second semestre de l'année 2015 figure dans le tableau n°2.

Pour information, les hypothèses de renouvellements sur le second semestre 2015 figurent dans le tableau n°2bis et les contingents du ministère de l'Education nationale en tableau n°2ter.

III. Les CUI-CIE

L'enveloppe physique de CIE pour le second semestre 2015 est de 40 000 contrats. Au sein de l'enveloppe annuelle de 80 000 CIE, une enveloppe de 13 000 contrats a été réservée pour les CIE-Starters. Elle correspond aux objectifs de prescriptions de CIE-starters pour l'année (et couvre notamment les premiers recrutements de contrats starters réalisés au premier semestre).

La répartition inter-régionale des contrats aidés du secteur marchand se fait selon les mêmes critères qu'au premier semestre 2015.

| Nature des critères | Poids du critère dans le calcul des enveloppes régionales | Source |
|--------------------------------------|--|---|
| Nombre de CIE réalisés en 2015 | 60% | ASP-SID DGEFP, données arrêtées au 06.06.2015 |
| Nombre de DEFM ABC de 50 ans et plus | 10% | DARES, données arrêtées au 30.04.15 |
| Nombre de DELD ABC ≥1an | 15% | DARES, données arrêtées au 30.04.15 |
| Nombre de bénéficiaires du RSA socle | 15% | CAF, données arrêtées au 31.12.14 |

La répartition inter-régionale des CIE-starter est réalisée en tenant compte des critères suivants :

| Nature des critères | Poids du critère dans le calcul des enveloppes régionales | Source |
|--|---|--|
| Nombre de DEFM catégorie ABC résidant en ZUS | 50% | CGET à partir des données INSEE/DARES arrêtées à juin 2014 |
| Nombre de DELD moins de 26 ans ABC ≥1an | 50% | DARES, données arrêtées au 30.04.15 |

La répartition régionale des enveloppes physiques de CUI-CIE (y compris des CIE-Starter) pour le second semestre de l'année 2015 figure dans le tableau n°3.

IV. La définition des objectifs régionaux sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour l'ensemble des contrats aidés

Les objectifs de recrutement pour les emplois aidés sont fixés conformément à la convention d'objectifs pour les quartiers prioritaires 2013/2015 signée entre le Ministre délégué à la ville et le Ministre chargé de l'emploi confirmée et actualisée par la circulaire interministérielle du 25 mars 2015.

Le suivi opérationnel de ces objectifs s'appuie :

- S'agissant des contrats uniques d'insertion sur des données issues d'une procédure de géo-référencement des adresses des bénéficiaires conduite chaque trimestre (et à moyen terme chaque mois) par le commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) avec l'agence de services et de paiement (ASP) sur la base de la nouvelle géographie des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ;
- S'agissant des emplois d'avenir, sur des données issues d'un géo-référencement des adresses de bénéficiaires réalisé en temps réel dans I-MILO. En attendant le déploiement d'I-MILO dans toutes les régions en septembre, le suivi s'appuiera sur les données saisies par les prescripteurs sur la base d'une carte identifiant les nouveaux QPV et d'une case à cocher dans Parcours 3.

La déclinaison annuelle de ces objectifs a été fixée par région dans la circulaire de programmation des emplois aidés du premier semestre 2015. Vous la trouverez pour rappel dans le tableau n°4 en annexe.

V. La répartition des enveloppes de contrats aidés entre les prescripteurs

Les enveloppes doivent être réparties entre les prescripteurs en tenant compte de la capacité de mobilisation de chacun des réseaux, en vue d'éviter les redéploiements non anticipés.

Dans une logique de territorialisation de la prescription, des objectifs seront notifiés par la DIRECCTE/DIECCTE aux prescripteurs de sa région (Pôle emploi, missions locales, Cap emploi, Conseils départementaux) et actualisés en cas de redéploiement entre prescripteurs.

Les missions locales et les Cap emploi contribuent à l'effort de prescription pour les contrats uniques d'insertion, en particulier pour les jeunes n'ayant pas vocation à entrer en emploi d'avenir ou dont le parcours d'insertion à l'issue de l'emploi d'avenir se prolonge avec un CIE. Une enveloppe adaptée de CAE et de CIE doit donc leur être attribuée. L'organisation entre les prescripteurs pour la prospection des employeurs et la prescription s'inscrit pleinement dans le cadre des accords cadre nationaux de partenariat renforcé entre Pôle emploi et les missions locales et Cap emploi.

Les objectifs fixés par département et, au niveau régional, par prescripteurs devront être transmis dans le cadre d'une enquête en ligne que la DGEFP lancera auprès de l'ensemble des Direccte au

début du 2ème semestre. Ces données ainsi récoltées seront intégrées dans les tableaux de bord publiés sur l'extranet Performance et Outils de Pilotage (POP : www.pilotage.emploi.gouv.fr).

FICHE N° 2 : ENVELOPPES FINANCIERES ET PARAMETRES DE PRISE EN CHARGE

Les paramètres financiers sont des références moyennes à prendre en compte pour fixer les taux de prise en charge des arrêtés régionaux, au vu des publics prioritaires.

I. Les paramètres financiers de prise en charge des emplois d'avenir (tableau n°1)

L'enveloppe financière d'emplois d'avenir sur le second semestre 2015 est de 1 003,4 M€ en AE et de 112,5 M€ en CP.

Elle est répartie selon les régions en fonction de l'enveloppe physique régionale (cf. fiche n°1).

Les paramètres moyens de prise en charge des emplois d'avenir sont les suivants :

- un taux de prise en charge de 75% du SMIC pour les contrats prescrits dans le secteur non marchand², 35% dans le secteur marchand et 47% pour les GEIQ et les EI ;
- une durée hebdomadaire de 33,5 heures ;
- une durée de 24 mois.

Ces hypothèses reposent sur une part de 30% de contrats prescrits dans le secteur marchand.

Les paramètres retenus pour les renouvellements sont identiques à ceux des attributions d'aide initiales.

II. Les enveloppes financières des CAE (tableau n°2)

L'enveloppe financière de CAE pour le second semestre 2015 est de 813,2 M€ en AE et 245 M€ en CP.

Elle est répartie selon les régions en fonction de l'enveloppe physique régionale (cf. fiche n°1).

Les paramètres moyens de prise en charge des CAE sont les suivants :

- un taux de prise en charge à hauteur de 70% du SMIC ;
- une durée moyenne de 10,6 mois, poursuivant l'objectif d'atteindre une durée de 12 mois pour les conventions initiales ;
- une durée hebdomadaire de 21,9 heures ;
- un cofinancement des conseils généraux correspondant à 20% des volumes de CAE. Cette nouvelle cible de cofinancement (antérieurement fixée à 26%) résulte de la bascule des CAE-ACI vers les CDDI.

Ces paramètres de prise en charge devront être strictement respectés.

Pour permettre un réel pilotage des enveloppes financières, celles-ci seront ajustées pour tenir compte, sur les contrats prescrits au 1^{er} semestre 2015, des paramètres moyens de prise en charge constatés sur les cinq premiers mois de l'année 2015 au niveau national

L'enveloppe financière complémentaire est de 98,3M€ en AE et 67,4M€ en CP. Elle est intégrée dans l'enveloppe financière annuelle.

L'enveloppe financière inclut, pour Mayotte, des contrats CAE-ACI avec un taux de prise en charge de 105% du SMIG, une durée de 12 mois et une durée hebdomadaire de 26 heures.

² Au vu du contexte de l'emploi des jeunes particulièrement difficile, la Réunion bénéficie d'un taux dérogatoire de 90% (arrêté du 11 août 2014).

Les paramètres nationaux pour le recrutement des adjoints de sécurité en CAE sont les suivants :

- un taux de prise en charge à hauteur de 70% du SMIC ;
- une durée de 24 mois ;
- une durée hebdomadaire de 35 heures.

III. Les enveloppes financières des CIE (tableau n°3)

L'enveloppe financière de CIE pour le second semestre 2015 est de 188,3M€ en AE et 55,97M€ en CP. Cette enveloppe comprend un abondement complémentaire au titre des CIE starter à hauteur de 23,7M€ en AE et 9,6M€ en CP.

Elle est répartie selon les régions en fonction de l'enveloppe physique régionale (cf. fiche n°1).

Les paramètres moyens de prise en charge des CIE sont les suivants :

- un taux moyen de prise en charge de 30,7% et de 45% pour les CIE-Starter ;
- une durée totale de 10 mois ;
- une durée hebdomadaire de 33 heures ;
- un taux de cofinancement des conseils généraux de 3%.

FICHE N° 3 : MODALITES DE LA FONGIBILITE DU CUI-CAE VERS LE SECTEUR DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET AU SEIN DES CONTRATS AIDES DU SECTEUR MARCHAND

Comme indiqué dans le plan d'action issu de la réunion du 13 avril 2015 présidée par le président de la République sur la mobilisation des contrats aidés pour 2015, des actions seront menées afin de faciliter l'accès des publics prioritaires à des solutions d'insertion adaptées à leurs besoins. A ce titre, des opérations de fongibilité sont autorisées au second semestre 2015 afin de développer l'offre d'insertion territoriale (contrats aidés et aides au poste) pour répondre aux besoins des publics exprimés dans les territoires.

Cette fongibilité est possible :

- des enveloppes CUI-CAE vers le secteur pour l'insertion par l'activité économique ;
- des enveloppes de CUI-CIE / CAE-DOM vers les emplois d'avenir marchands.

I. La fongibilité d'une fraction de l'enveloppe de CUI-CAE vers l'enveloppe de l'IAE

L'objectif de cette fongibilité doit être de développer l'offre d'insertion sur les territoires et d'optimiser les moyens financiers mobilisés par l'Etat au service de l'emploi. Elle consiste en la possibilité d'un redéploiement des enveloppes de CAE sous-consommées pour satisfaire des besoins d'accueil en structures de l'IAE pour les régions qui se trouveraient confrontées à une situation de sous-consommation des CUI-CAE et de besoins non satisfaits sur l'IAE.

La fongibilité peut ainsi permettre, pour les régions concernées, d'utiliser au mieux les moyens disponibles pour ces deux dispositifs en fonction des contextes des territoires tant au regard de l'offre d'insertion (en emplois aidés, en IAE) existante que des besoins spécifiques des publics .

Les modalités opérationnelles sont les suivantes :

- Les opérations de fongibilité s'effectuent sur autorisation expresse et préalable de la DGEFP (demande à transmettre aux missions insertion professionnelle et pilotage et performance). La détermination du niveau de fongibilité retenu par la DIRECCTE, en lien avec Pôle emploi, est préalable à la répartition des enveloppes de CUI par prescripteur (cf. §5 fiche1) ;
- Les unités de conversion des CAE en aides au poste sont les suivantes (aide au poste socle et modulation Etat-conseils généraux) :
 - i. 1 CAE = 0,3 ETP ACI
 - ii. 1 CAE = 4,4 ETP AI
 - iii. 1 CAE = 0,6 ETP EI
 - iv. 1 CAE = 1,3 ETP ETTI
- La fongibilité vers l'IAE a pour objectif de créer des places supplémentaires au sein des structures de l'IAE, en particulier pour les ateliers et chantiers d'insertion et les entreprises d'insertion :
 - i. La création de places doit avoir lieu dans les structures existantes (ajouts de places, actions/chantiers ponctuels) en raison d'un délai plus rapide de mise en œuvre et d'un impact structurel moindre sur les budgets de l'IAE dans les années à venir ;
 - ii. La fongibilité ne doit pas se substituer aux financements des conseils départementaux quand ceux-ci se sont désengagés du financement des ateliers et chantiers d'insertion ;
 - iii. L'augmentation des enveloppes de FDI n'est pas autorisée.

- La prise de décision en matière de fongibilité doit être la plus fluide et réactive possible afin de ne pas retarder les recrutements de nouveaux salariés en insertion par les structures. La procédure administrative de conventionnement viendra formaliser cette décision dans un deuxième temps ;

II. La fongibilité des enveloppes de CUI-CIE / CAE-DOM vers les emplois d'avenir marchands

Cette fongibilité doit permettre d'offrir aux bénéficiaires des contrats aidés, en particulier les jeunes résidents dans les QPV, le maximum de chances de conclure un contrat dans le secteur marchand.

Les clés de conversion sont les suivantes :

- 1 CIE = 0,4 EAV.
- 1 CAE-DOM = 0,2 EAV.

Les modalités opérationnelles sont les suivantes :

- La fongibilité peut avoir lieu dans les régions pour lesquelles le plafond de 33% des prescriptions des EAV dans le secteur marchand (depuis le début du dispositif) est atteint ou en passe de l'être ;
- Une autorisation expresse et préalable de la DGEFP est obligatoire (demande à transmettre aux missions insertion professionnelle et pilotage et performance). L'examen de la demande se basera sur deux critères essentiels : le niveau estimé de non-consommation des CIE ou CAE-DOM au 31 décembre 2015 et le taux d'entrées en QPV dans les emplois d'avenir marchands pour l'année 2015 comparé à 2014 ;
- La fongibilité s'effectue en infra-régional : il n'y aura pas de redéploiement entre régions ;
- Les emplois d'avenir supplémentaires créés dans ce cadre doivent bénéficier très prioritairement aux jeunes résidents en QPV ;
- Si la fongibilité est acceptée, les tableaux de bord produits par la DGEFP (et consultables sur l'extranet POP) seront modifiés en conséquence.

III. Calendrier des remontées et validations

Le pilotage de la mesure repose sur un suivi de la programmation et de la consommation des CAE et de l'IAE adapté selon les modalités suivantes :

- 1) 10 Juillet 2015 : date limite de réception des demandes de fongibilité, identifiant le nombre et le type de contrats aidés concernés, ainsi que l'usage prévu de l'opération de fongibilité (CAE vers l'IAE, CIE/CAE-DOM vers les emplois d'avenir) ;
- 2) une fois reçu le message d'autorisation de la DGEFP, vous pourrez commencer à répondre à l'enquête en ligne relative à la programmation départementale et par prescripteurs des contrats aidés ; la date limite d'alimentation de l'enquête en ligne est fixée au 31 juillet 2015 ;
- 3) Septembre 2015 : La répartition actualisée des enveloppes d'ETP programmées par catégories de structures de l'IAE devra être transmise à la DGEFP, dans le cadre de l'actualisation des programmations d'enveloppes de l'IAE liée aux bourses aux postes (cf. fiche 3 de l'instruction 2015-04 du 13 mars 2015).

L'ensemble de ces informations permettra d'actualiser les tableaux de bord publiés sur l'extranet POP.

FICHE N° 4 : ORIENTATIONS ET POINTS DE VIGILANCE SPECIFIQUES POUR LE SECOND SEMESTRE 2015

Les orientations pour le second semestre 2015 s'inscrivent dans la continuité de celles portées par les notes de programmation précédentes. Les orientations fixées par la circulaire de programmation du premier semestre 2015 sont toujours effectives.

La mobilisation doit être maintenue, notamment sur les priorités suivantes:

- la prise en compte spécifique des demandeurs d'emploi de longue durée et seniors, notamment ceux n'ayant pas atteint le nombre de trimestres nécessaires à la liquidation d'une retraite à taux plein ;
- le soutien à l'accès des travailleurs handicapés aux emplois aidés (emploi d'avenir, CAE et CIE) ;
- la poursuite des efforts à l'attention des publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le cadre des contrats de ville ;
- l'équilibre femmes- hommes des prescriptions afin de tendre vers la parité.

Les éléments ci-dessous se focalisent sur les points de vigilance les plus prégnants et les orientations spécifiques au second semestre 2015.

I. Emplois d'avenir

L'objectif de prescription sur les emplois d'avenir couvre à la fois les aides initiales et les renouvellements.

Les exigences qualitatives du dispositif doivent être maintenues : parcours d'insertion et de formation, accompagnement des jeunes et des employeurs, durée longue des contrats, ciblage sur les jeunes peu et pas qualifiés.

Un effort de tous les acteurs et partenaires doit être conduit pour amplifier l'accompagnement des jeunes tout au long du parcours et tout spécifiquement sur leur formation et la préparation de leur sortie du dispositif.

1) Une mise en œuvre effective de l'accompagnement et de la formation pour assurer la qualité des parcours de jeunes en emploi d'avenir

Dans la prolongation des actions déjà entreprises sur le sujet (fiche d'appui du 27 novembre 2014, bilan février 2015, appel à projets du FPSPP, mobilisation des fonds IEJ dans les territoires éligibles,...), les travaux menés sur le parcours d'insertion et de qualification des jeunes en emplois d'avenir doivent être renforcés.

Ces travaux doivent permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- Tous les jeunes en emploi d'avenir doivent bénéficier d'un engagement de formation (au 31 mai 2015, 86% des jeunes ont au moins un engagement de formation, auxquels s'ajoutent 14% de jeunes ayant un engagement autre) ;
- Tous les engagements de formation doivent effectivement être mis en œuvre : au 31 mai 2015, 78,3% des engagements de formation pour les jeunes ayant une antériorité de quatre mois dans le dispositif et un engagement identifié ont débuté ou ont été réalisés.

L'accompagnement au titre de la préparation à la sortie est un deuxième point de vigilance. Les sorties se préparent au plus tard à trois mois de l'échéance du contrat en cours. Le renouvellement du contrat sera examiné avec l'employeur. Les prestations des missions locales, des Cap emploi et de Pôle emploi pourront être mobilisées. Dans tous les cas, au plus tard deux mois avant l'échéance de l'emploi d'avenir, le bilan du parcours précité du jeune est réalisé par le référent du

prescripteur avec le jeune et son tuteur chez l'employeur. Les finalités sont rappelées dans la fiche d'appui de novembre 2014.

Les passerelles construites à l'issue de l'emploi d'avenir peuvent faire l'objet de discussions en CREFOP³. Au cours de ces discussions peuvent notamment être abordés des sujets tels que l'articulation avec le plan régional de formation, la mobilisation de la validation des acquis de l'expérience, ...

2) Un effort de recrutement des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville à renforcer notamment dans le secteur marchand

L'objectif 2015 est de réaliser 30% des nouvelles prescriptions au bénéfice de jeunes résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Or, seuls 20,5 % des emplois d'avenir ont été conclus en QPV depuis le début de l'année 2015.

Afin de soutenir cet objectif, le plafond de prescriptions dans le secteur marchand est fixé depuis la circulaire de programmation du deuxième semestre 2014 à 33% des prescriptions en cumulé depuis le début du dispositif au 1er novembre 2012, l'effort de recrutement devant porter très majoritairement sur les jeunes issus de QPV.

Pour le 2ème semestre 2015, l'effort doit être significativement poursuivi ; les nouveaux recrutements en emploi d'avenir dans le secteur marchand doivent être effectués très majoritairement au bénéfice des jeunes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment les jeunes peu ou pas qualifiés sont prioritaires.

Ce point fera l'objet d'un suivi approfondi au second semestre 2015, lors des visioconférences tenues avec les préfets de région et audioconférences qui se dérouleront entre les Direccte et le directeur de cabinet du ministre.

II. CUI-CAE

La vigilance reste absolument impérative pour le respect des paramètres de prise en charge : les paramètres moyens de taux de prise en charge et de durée hebdomadaire indiqués en fiche 2 doivent être strictement respectés et pris en compte dans les arrêtés régionaux.

Dans la lignée des programmations précédentes, les publics prioritaires sont les demandeurs d'emploi de longue et très longue durée, les bénéficiaires des minima sociaux, les demandeurs d'emploi seniors ainsi que les travailleurs handicapés.

1) Les orientations pour les publics seniors

De nombreux demandeurs d'emploi seniors rencontrent des difficultés financières et professionnelles à l'approche de la retraite. Plusieurs possibilités ont donc été ouvertes pour faciliter la conclusion de CAE pour ces publics, et en particulier les demandeurs d'emploi de 60 ans et plus, ayant épuisé leurs droits à l'ARE et auxquels il ne manque que quelques trimestres pour une retraite à taux plein.

Comme évoqué dans la circulaire du premier semestre, vous pouvez mobiliser les possibilités suivantes :

- prolonger les CAE, après vingt-quatre mois et dans la limite d'une durée totale de soixante mois, pour les personnes âgées de 50 ans et plus et bénéficiaires du revenu de solidarité active, de l'allocation spécifique de solidarité, de l'allocation temporaire d'attente ou de l'allocation adultes handicapés (article L. 5134-25-1 du code du travail) ;

³Ces discussions sont prévues à l'article 3 de la loi portant création de l'emploi d'avenir (initialement au sein des CCREFP puis au sein des CREFOP) :

http://legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=5689794FB797FD827764675376E1094F.tpdila09v_3?idArticle=LEGIARTI000028698830&cidTexte=LEGITEXT000026537877&dateTexte=20150611

- conclure des CAE avec les personnes bénéficiant de l'allocation transitoire de solidarité (demandeurs d'emploi n'ayant pas atteint l'âge de la retraite mais justifiant des trimestres requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein) ou de l'allocation spécifique de solidarité (personnes ayant atteint l'âge de la retraite mais sans justifier des trimestres requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein). Les modalités d'articulation entre ASS, ATS et contrats aidés sont précisées dans la version actualisée de l'aide mémoire relatif aux contrats aidés ;
- conclure au besoin des CAE avec une durée hebdomadaire inférieure à 20 heures, en réponse aux difficultés particulières rencontrées par ces personnes et pour permettre d'articuler l'activité avec les versements d'ASS et d'ATS (article L. 5134-26 du code du travail) ;
- conclure des contrats avec une durée hebdomadaire de faible intensité (inférieure à 20 heures) avec une augmentation progressive du temps de travail.

Ces souplesses sont explicitées dans les fiches 1 et 11 de l'aide-mémoire relatif aux contrats aidés paru le 6 février 2015.

Ces possibilités devraient être complétées, dans le cadre du projet de loi relative à la modernisation du dialogue social et à l'emploi en cours d'examen au Parlement.

2) Les contrats conclus pour les adjoints de sécurité

Les recrutements des adjoints de sécurité doivent faire l'objet d'une vigilance particulière afin de réaliser l'ensemble des recrutements prévus cette année, en raison du nombre plus élevé de recrutements que les intégrations des années précédentes ainsi que de la réorganisation des opérations de recrutement au niveau inter-régional.

En particulier, les arrêtés régionaux doivent être rédigés de manière uniforme pour ce public, en raison du caractère inter-régional des recrutements. Vous trouverez des précisions sur les publics ciblés et les modalités de recrutements dans la fiche n°4 de l'aide mémoire relatif aux contrats aidés du 6 février 2015. Des correspondants Pôle emploi ont été nommés dans toutes les régions pour assurer l'interface lors des opérations de recrutement.

3) Les contrats conclus par les établissements publics locaux d'enseignement

La répartition régionale du contingent de 79 357 contrats dédiés aux EPLE figure en annexe (tableau 2ter) de la présente instruction. Cette enveloppe, qui connaît une progression de 10 000 contrats par rapport à la rentrée 2014-2015, sera prioritairement orientée vers l'accompagnement des élèves handicapés.

Afin de garantir une mise en œuvre optimale de cette enveloppe, je vous demande de travailler en étroite collaboration avec les rectorats et les services académiques ainsi qu'avec Pôle emploi.

Le partenariat que vous avez développé avec vos interlocuteurs de l'Education nationale peut être approfondi, aussi bien sur les questions de rythme de prescription que sur la mise en œuvre des actions d'accompagnement et de formation. Il peut notamment se traduire par la conclusion ou le renouvellement de conventions tripartites entre le Préfet/la Direccte, le rectorat et Pôle emploi.

Des précisions opérationnelles sur les thématiques de la formation et du rôle du référent sont apportées dans l'aide-mémoire sur les contrats aidés.

III. CUI-CIE

Toute modulation des taux de prise en charge pour les publics prioritaires doit être compatible avec le respect des paramètres moyens. J'appelle votre attention sur le fait que les enveloppes physiques et financières doivent être strictement respectées, tout comme les engagements pris par l'Etat auprès des conseils généraux.

A noter que l'aide au recrutement du premier salarié au sein des TPE/PME inscrite dans le Plan tout pour l'emploi dans les TPE et les PME du 9 juin 2015 ne pourra être cumulée avec une aide à l'insertion professionnelle pour un contrat unique d'insertion ou un emploi d'avenir.

1) Les publics prioritaires

Les CIE constituent un outil particulièrement efficace pour assurer aux personnes recrutées une perspective d'intégration professionnelle et de requalification professionnelle. Ils doivent être très prioritairement destinés à la lutte contre le chômage de longue durée, en les orientant vers :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle emploi) avec une priorité donnée aux demandeurs d'emploi de très longue durée (plus de 24 mois d'inscription à Pôle emploi) ;
- les demandeurs d'emploi seniors ;
- les travailleurs handicapés.

2) Le CIE-Starter

Annoncé par le comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté du 6 mars 2015, le CIE-Starter a été mis en place par la circulaire interministérielle du 25 mars 2015.

1. Description du dispositif

Il s'agit d'un CUI-CIE spécifiquement destiné aux jeunes de moins de 30 ans en difficulté d'insertion, spécialement ceux des QPV et qui présentent au moins l'une des caractéristiques suivantes :

- résident des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- bénéficiaire du RSA ;
- demandeur d'emploi de longue durée ;
- travailleur handicapé ;
- avoir été suivis dans le cadre d'un dispositif 2e chance (garantie jeunes, écoles de la deuxième chance, EPIDE, formation 2e chance,...) ;
- avoir bénéficié d'un emploi d'avenir dans le secteur non marchand.

Le support juridique du CIE-Starter est le CUI-CIE, sans particularités juridiques.

2. Les enveloppes du CIE-Starter

Un objectif de 13 000 CIE-Starter a été fixé pour l'année 2015. La répartition régionale de cet objectif est indiqué en tableau n°3 selon les critères de répartition précisés en fiche n°1.

Le CIE-Starter bénéficie d'un taux de prise en charge de 45% (cf. fiche n°2). Les autres paramètres de prise en charge sont inchangés par rapport aux CIE classiques :

- durée moyenne hebdomadaire : 33 heures ;
- durée moyenne en mois : 10,7 mois ;
- taux de cofinancement par les conseils généraux : 3%.

Il n'existe pas d'exonérations de cotisations sociales spécifiques au CIE-Starter mais la plupart des employeurs éligibles au CIE sont également éligibles aux réductions dites Fillon (comme en fait état les montants indiqués sur le dépliant du CIE-Starter diffusé le 10 avril 2015).

3. Modalités d'articulation avec les autres contrats aidés

Lorsqu'ils sont éligibles, les jeunes les moins qualifiés doivent être en priorité orientés vers les emplois d'avenir du secteur marchand qui offrent un parcours d'insertion et de qualification plus complet.

L'enchaînement entre l'emploi d'avenir non-marchand et le CIE-starter est possible. Il se fait selon les conditions fixées dans la note d'appui diffusée le 27 novembre 2014. Les jeunes sortants d'un emploi d'avenir non-marchand sont éligibles au CIE-Starter lorsque cette solution favorise la transition vers le secteur marchand : le CIE-Starter est conclu en CDI et la durée cumulée de l'emploi d'avenir et du CIE-Starter ne peut excéder quatre ans. De plus, le CIE-starter doit être conclu chez un employeur différent de l'emploi d'avenir. Les conditions d'éligibilité relatives à l'âge s'apprécient au moment de l'entrée en CIE-starter.

Il n'est pas possible d'enchaîner un CIE ou un emploi d'avenir dans le secteur marchand avec un CIE-Starter (avec le même employeur ou un employeur différent) : cet enchaînement n'apporte pas de bénéfices en termes d'insertion professionnelle du jeune mais répond principalement à des effets d'aubaine économique.

3) L'articulation avec les contrats de filières

Pour le secteur marchand, le ministre de l'économie veillera, par ailleurs, à ce que les contrats de filière comportent, dans le volet emploi/compétences, des objectifs ambitieux en termes d'insertion des publics éloignés de l'emploi. Les entreprises de ces filières pourront décliner ces objectifs en recrutant en CIE ce type de publics.

Vous veillerez à l'intégration de cet objectif d'insertion des publics éloignés du marché du travail dans les contrats de filière régionaux.

Tableau n°1 : Enveloppes physico-financières d'emplois d'avenir pour le second semestre 2015

| | Enveloppes physico-financières d'EAv pour le 1er semestre 2015 | | | | Enveloppes physico-financières d'EAv pour le 2ème semestre 2015 | | | | Enveloppes physico-financières d'EAv pour 2015 | | |
|-------------------------------|---|---------------|----------------------|--------------------|--|---------------|----------------------|--------------------|---|----------------------|--------------------|
| | Enveloppe physique | | Enveloppe financière | | Enveloppe physique | | Enveloppe financière | | Enveloppe physique | Enveloppe financière | |
| | Volume total | en % | AE | CP | Volume total | en % | AE | CP | Volume total | AE | CP |
| ALSACE | 861 | 2,3% | 18 162 366 | 6 109 797 | 998 | 2,1% | 21 051 457 | 2 360 561 | 1 859 | 39 213 824 | 8 470 358 |
| AQUITAINE | 1 775 | 4,7% | 37 438 275 | 12 594 189 | 2 234 | 4,8% | 47 123 202 | 5 284 062 | 4 009 | 84 561 478 | 17 878 251 |
| AUVERGNE | 911 | 2,4% | 19 213 578 | 6 463 424 | 968 | 2,1% | 20 418 648 | 2 289 603 | 1 879 | 39 632 226 | 8 753 026 |
| BASSE-NORMANDIE | 814 | 2,1% | 17 172 560 | 5 776 827 | 760 | 1,6% | 16 031 170 | 1 797 622 | 1 574 | 33 203 730 | 7 574 449 |
| BOURGOGNE | 1 181 | 3,1% | 24 901 586 | 8 376 862 | 1 501 | 3,2% | 31 661 561 | 3 550 303 | 2 682 | 56 563 147 | 11 927 165 |
| BRETAGNE | 1 242 | 3,3% | 26 198 352 | 8 813 093 | 1 449 | 3,1% | 30 564 691 | 3 427 308 | 2 691 | 56 763 044 | 12 240 401 |
| CENTRE | 1 567 | 4,1% | 33 048 619 | 11 117 514 | 1 959 | 4,2% | 41 322 450 | 4 633 607 | 3 526 | 74 371 070 | 15 751 121 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 1 202 | 3,2% | 25 353 144 | 8 528 766 | 1 458 | 3,1% | 30 754 534 | 3 448 596 | 2 660 | 56 107 678 | 11 977 361 |
| CORSE | 339 | 0,9% | 7 156 294 | 2 407 368 | 163 | 0,3% | 3 438 264 | 385 543 | 502 | 10 594 558 | 2 792 911 |
| FRANCHE-COMTE | 711 | 1,9% | 14 989 981 | 5 042 611 | 791 | 1,7% | 16 685 073 | 1 870 946 | 1 502 | 31 675 054 | 6 913 557 |
| HAUTE-NORMANDIE | 1 146 | 3,0% | 24 173 200 | 8 131 834 | 1 355 | 2,9% | 28 581 889 | 3 204 970 | 2 501 | 52 755 089 | 11 336 805 |
| ILE-DE-FRANCE | 4 813 | 12,7% | 101 514 072 | 34 149 206 | 5 999 | 12,8% | 126 540 775 | 14 189 386 | 10 812 | 228 054 847 | 48 338 592 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 1 736 | 4,6% | 36 619 000 | 12 318 586 | 2 109 | 4,5% | 44 486 497 | 4 988 401 | 3 845 | 81 105 497 | 17 306 986 |
| LIMOUSIN | 439 | 1,2% | 9 267 424 | 3 117 550 | 588 | 1,3% | 12 403 063 | 1 390 792 | 1 027 | 21 670 487 | 4 508 341 |
| LORRAINE | 1 201 | 3,2% | 25 328 496 | 8 520 474 | 1 447 | 3,1% | 30 522 504 | 3 422 577 | 2 648 | 55 851 000 | 11 943 052 |
| MIDI-PYRENEES | 1 496 | 3,9% | 31 565 997 | 10 618 762 | 1 803 | 3,8% | 38 031 842 | 4 264 621 | 3 299 | 69 597 838 | 14 883 383 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 2 957 | 7,8% | 62 382 268 | 20 985 317 | 3 524 | 7,5% | 74 334 004 | 8 335 288 | 6 481 | 136 716 273 | 29 320 605 |
| PAYS DE LA LOIRE | 1 697 | 4,5% | 35 799 156 | 12 042 791 | 2 051 | 4,4% | 43 263 065 | 4 851 214 | 3 748 | 79 062 221 | 16 894 004 |
| PICARDIE | 1 342 | 3,5% | 28 307 633 | 9 522 652 | 1 643 | 3,5% | 34 656 858 | 3 886 175 | 2 985 | 62 964 491 | 13 408 827 |
| POITOU-CHARENTES | 1 184 | 3,1% | 24 974 252 | 8 401 307 | 1 472 | 3,1% | 31 049 845 | 3 481 710 | 2 656 | 56 024 097 | 11 883 016 |
| Pr. Alpes CA | 2 840 | 7,5% | 59 901 813 | 20 150 894 | 3 757 | 8,0% | 79 248 823 | 8 886 401 | 6 597 | 139 150 636 | 29 037 296 |
| RHONE-ALPES | 2 847 | 7,5% | 60 043 948 | 20 198 708 | 3 821 | 8,1% | 80 598 817 | 9 037 780 | 6 668 | 140 642 764 | 29 236 489 |
| Total France Métropole | 34 300 | 90,3% | 723 512 016 | 243 388 531 | 41 850 | 89,0% | 882 769 034 | 98 987 464 | 76 150 | 1 606 281 050 | 342 375 995 |
| GUADELOUPE | 668 | 1,8% | 14 081 285 | 4 736 927 | 807 | 1,7% | 17 022 571 | 1 908 791 | 1 475 | 31 103 856 | 6 645 717 |
| GUYANE | 408 | 1,1% | 8 603 088 | 2 894 068 | 441 | 0,9% | 9 302 297 | 1 043 094 | 849 | 17 905 385 | 3 937 162 |
| MARTINIQUE | 606 | 1,6% | 12 782 749 | 4 300 101 | 816 | 1,7% | 17 212 414 | 1 930 078 | 1 422 | 29 995 163 | 6 230 179 |
| REUNION | 1 827 | 4,8% | 44 961 104 | 15 124 859 | 2 401 | 5,1% | 62 623 985 | 7 022 210 | 4 228 | 107 585 088 | 22 147 069 |
| MAYOTTE* | 190 | 0,5% | 4 007 793 | 1 348 216 | 685 | 1,5% | 14 449 147 | 1 620 225 | 875 | 18 456 939 | 2 968 441 |
| SAINT-PIERRE ET MIQUELON | 2 | 0,0% | 42 187 | 14 192 | 0 | 0,0% | 0 | 0 | 2 | 42 187 | 14 192 |
| Total DOM | 3 700 | 9,7% | 84 478 206 | 28 418 362 | 5 150 | 11,0% | 120 610 414 | 13 524 397 | 8 850 | 205 088 620 | 41 942 759 |
| Total France Entière | 38 000 | 100,0% | 807 990 222 | 271 806 893 | 47 000 | 100,0% | 1 003 379 448 | 112 511 861 | 85 000 | 1 811 369 670 | 384 318 754 |

* Compte tenu du niveau du SMIG mahorais (7,26 €) la DIECCTE est autorisée à réaliser 563 contrats

Tableau n°1 bis : Hypothèses de renouvellement des contrats au sein de l'enveloppe des EAV pour le second semestre 2015

| Source: DARES | Contrats arrivant à échéance au second semestre 2015 | Hypothèses de renouvellements EAV au second semestre 2015 | |
|----------------------------|--|--|---------------|
| | Volume | Volume | en % |
| Alsace | 640 | 337 | 2,3% |
| Aquitaine | 1 240 | 653 | 4,4% |
| Auvergne | 410 | 216 | 1,5% |
| Basse-Normandie | 451 | 237 | 1,6% |
| Bourgogne | 850 | 447 | 3,0% |
| Bretagne | 996 | 524 | 3,5% |
| Centre | 1 189 | 626 | 4,2% |
| Champagne-Ardenne | 885 | 466 | 3,1% |
| Corse | 92 | 48 | 0,3% |
| Franche-Comté | 450 | 237 | 1,6% |
| Haute-Normandie | 1 064 | 560 | 3,8% |
| Ile-de-France | 3 787 | 1993 | 13,4% |
| Languedoc-Roussillon | 985 | 518 | 3,5% |
| Limousin | 192 | 101 | 0,7% |
| Lorraine | 612 | 322 | 2,2% |
| Midi-Pyrénées | 620 | 326 | 2,2% |
| Nord-Pas-de-Calais | 1 888 | 993 | 6,7% |
| Pays-de-la-Loire | 1 378 | 725 | 4,9% |
| Picardie | 1 279 | 673 | 4,5% |
| Poitou-Charentes | 977 | 514 | 3,5% |
| Provence-Alpes-Cote d'Azur | 2 262 | 1190 | 8,0% |
| Rhone-Alpes | 3 002 | 1580 | 10,6% |
| France métropole | 25 249 | 13 286 | 89,3% |
| Guadeloupe | 863 | 454 | 3,1% |
| Guyane | 326 | 172 | 1,2% |
| Martinique | 321 | 169 | 1,1% |
| Mayotte | 213 | 112 | 0,8% |
| Réunion | 1 289 | 678 | 4,6% |
| Outre-Mer | 3 012 | 1585 | 10,7% |
| France entière | 28 261 | 14 871 | 100,0% |

Tableau n°2 : Enveloppes physico-financières de CAE pour le second semestre 2015

| | Enveloppes physico-financières de CUI-CAE pour le 1er semestre 2015 | | | | Enveloppes physico-financières de CUI-CAE pour le 2ème semestre 2015 | | | | Enveloppes physico-financières de CUI-CAE au titre de la programmation 2015** | | |
|-------------------------------|---|---------------|-----------------------------|--------------------|--|---------------|-----------------------------|--------------------|---|----------------------|--------------------|
| | Enveloppe physique totale | | Enveloppe financière totale | | Enveloppe physique totale | | Enveloppe financière totale | | Enveloppe physique | Enveloppe financière | |
| | Volume total | en % | AE | CP | Volume total | en % | AE | CP | Volume total | AE | CP |
| ALSACE | 3 018 | 2,3% | 17 531 103 | 12 021 147 | 3 348 | 2,4% | 19 445 987 | 5 862 316 | 6 366 | 39 204 843 | 19 411 042 |
| AQUITAINE | 6 307 | 4,9% | 36 636 250 | 25 121 623 | 6 775 | 4,8% | 39 352 165 | 11 863 363 | 13 082 | 80 964 556 | 40 397 146 |
| AUVERGNE | 2 477 | 1,9% | 14 385 515 | 9 864 205 | 2 694 | 1,9% | 15 646 398 | 4 716 866 | 5 170 | 32 147 215 | 16 031 543 |
| BASSE-NORMANDIE | 2 742 | 2,1% | 15 926 309 | 10 920 734 | 2 649 | 1,9% | 15 384 872 | 4 638 025 | 5 391 | 33 367 159 | 16 968 551 |
| BOURGOGNE | 3 269 | 2,5% | 18 988 268 | 13 020 331 | 3 696 | 2,6% | 21 468 789 | 6 472 123 | 6 965 | 43 390 501 | 21 503 928 |
| BRETAGNE | 4 819 | 3,7% | 27 992 903 | 19 194 845 | 5 044 | 3,6% | 29 296 684 | 8 831 972 | 9 863 | 60 917 211 | 30 514 293 |
| CENTRE | 4 267 | 3,3% | 24 786 282 | 16 996 053 | 4 492 | 3,2% | 26 089 391 | 7 865 080 | 8 759 | 53 878 181 | 26 919 964 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 2 800 | 2,2% | 16 264 918 | 11 152 919 | 2 957 | 2,1% | 17 177 217 | 5 178 357 | 5 758 | 35 526 448 | 17 760 498 |
| CORSE | 615 | 0,5% | 3 572 897 | 2 449 950 | 563 | 0,4% | 3 268 403 | 985 314 | 1 178 | 7 313 237 | 3 758 873 |
| FRANCHE-COMTE | 2 363 | 1,8% | 13 723 573 | 9 410 309 | 2 422 | 1,7% | 14 065 693 | 4 240 337 | 4 784 | 29 574 302 | 14 874 652 |
| HAUTE-NORMANDIE | 4 112 | 3,2% | 23 885 883 | 16 378 645 | 4 574 | 3,3% | 26 567 696 | 8 009 273 | 8 686 | 53 854 532 | 26 719 965 |
| ILE-DE-FRANCE | 14 831 | 11,4% | 86 142 692 | 59 068 387 | 19 257 | 13,8% | 111 854 215 | 33 720 310 | 34 088 | 208 806 289 | 100 200 734 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 6 511 | 5,0% | 37 815 677 | 25 930 360 | 6 808 | 4,9% | 39 544 026 | 11 921 203 | 13 319 | 82 311 051 | 41 246 723 |
| LIMOUSIN | 1 261 | 1,0% | 7 323 397 | 5 021 683 | 1 234 | 0,9% | 7 169 629 | 2 161 404 | 2 495 | 15 353 668 | 7 773 232 |
| LORRAINE | 4 103 | 3,2% | 23 832 551 | 16 342 075 | 4 137 | 3,0% | 24 028 664 | 7 243 840 | 8 240 | 50 419 234 | 25 339 959 |
| MIDI-PYRENEES | 5 605 | 4,3% | 32 557 733 | 22 324 967 | 6 046 | 4,3% | 35 118 030 | 10 586 913 | 11 651 | 71 665 531 | 35 647 680 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 12 650 | 9,7% | 73 474 551 | 50 381 793 | 11 888 | 8,5% | 69 051 844 | 20 816 825 | 24 538 | 151 687 985 | 77 480 756 |
| PAYS DE LA LOIRE | 5 437 | 4,2% | 31 579 015 | 21 653 856 | 4 928 | 3,5% | 28 622 543 | 8 628 741 | 10 365 | 63 594 543 | 32 609 180 |
| PICARDIE | 4 815 | 3,7% | 27 966 361 | 19 176 645 | 5 188 | 3,7% | 30 134 489 | 9 084 542 | 10 003 | 62 183 588 | 31 060 737 |
| POITOU-CHARENTES | 3 619 | 2,8% | 21 019 425 | 14 413 103 | 3 936 | 2,8% | 22 862 833 | 6 892 381 | 7 555 | 46 716 533 | 23 248 958 |
| Pr. Alpes CA | 10 580 | 8,1% | 61 452 335 | 42 138 111 | 12 558 | 9,0% | 72 944 477 | 21 990 324 | 23 138 | 143 705 383 | 70 511 359 |
| RHONE-ALPES | 10 356 | 8,0% | 60 149 430 | 41 244 704 | 11 438 | 8,2% | 66 439 070 | 20 029 161 | 21 794 | 134 781 424 | 66 891 785 |
| Total France Métropole | 116 557 | 89,7% | 677 007 068 | 464 226 443 | 126 632 | 90,5% | 735 533 114 | 221 738 670 | 243 189 | 1 501 363 415 | 746 871 558 |
| GUADELOUPE | 1 721 | 1,3% | 9 996 041 | 6 854 325 | 2 035 | 1,5% | 11 819 495 | 3 563 183 | 3 756 | 23 002 018 | 11 231 084 |
| GUYANE | 1 200 | 0,9% | 6 967 962 | 4 777 959 | 999 | 0,7% | 5 803 156 | 1 749 458 | 2 199 | 13 753 951 | 7 201 349 |
| MARTINIQUE | 1 654 | 1,3% | 9 605 106 | 6 586 259 | 1 621 | 1,2% | 9 413 243 | 2 837 778 | 3 274 | 19 832 949 | 9 982 612 |
| REUNION* | 7 542 | 5,8% | 43 808 966 | 30 039 983 | 6 648 | 4,7% | 38 613 165 | 11 640 580 | 14 190 | 87 652 392 | 45 266 973 |
| MAYOTTE* | 1 327 | 1,0% | 7 708 492 | 5 285 744 | 2 065 | 1,5% | 11 995 587 | 3 616 269 | 3 392 | 20 946 343 | 9 753 838 |
| Total DOM | 13 444 | 10,3% | 78 086 567 | 53 544 270 | 13 368 | 9,5% | 77 644 647 | 23 407 268 | 26 811 | 165 187 653 | 83 435 856 |
| Total France Entière | 130 000 | 100,0% | 755 093 635 | 517 770 713 | 140 000 | 100,0% | 813 177 761 | 245 145 938 | 270 000 | 1 666 551 068 | 830 307 414 |

* Compte tenu du niveau du SMIC mahorais (7,26 €) la DIECCTE est autorisée à réaliser 2474 contrats

** Y compris enveloppe complémentaire liée au rattrapage des paramètres constatés sur le premier semestre

Tableau n°2 bis : Hypothèses de renouvellement des contrats au sein de l'enveloppe des CAE pour le second semestre 2015

| Source: DARES | Contrats arrivant à échéance au second semestre 2015 | Hypothèses de renouvellements CAE au second semestre 2015 | |
|----------------------------|--|--|---------------|
| | Volume | Volume | en % |
| Alsace | 2 973 | 1435 | 1,9% |
| Aquitaine | 8 795 | 4245 | 5,6% |
| Auvergne | 3 386 | 1634 | 2,1% |
| Basse-Normandie | 3 671 | 1772 | 2,3% |
| Bourgogne | 4 366 | 2107 | 2,8% |
| Bretagne | 7 043 | 3399 | 4,5% |
| Centre | 4 487 | 2166 | 2,8% |
| Champagne-Ardenne | 3 370 | 1627 | 2,1% |
| Corse | 701 | 338 | 0,4% |
| Franche-Comté | 2 973 | 1435 | 1,9% |
| Haute-Normandie | 5 225 | 2522 | 3,3% |
| Ile-de-France | 15 967 | 7706 | 10,1% |
| Languedoc-Roussillon | 7 277 | 3512 | 4,6% |
| Limousin | 1 512 | 730 | 1,0% |
| Lorraine | 5 995 | 2893 | 3,8% |
| Midi-Pyrénées | 6 327 | 3054 | 4,0% |
| Nord-Pas-de-Calais | 13 376 | 6456 | 8,5% |
| Pays-de-la-Loire | 5 548 | 2678 | 3,5% |
| Picardie | 5 335 | 2575 | 3,4% |
| Poitou-Charentes | 4 658 | 2248 | 3,0% |
| Provence-Alpes-Cote d'Azur | 12 602 | 6082 | 8,0% |
| Rhone-Alpes | 13 421 | 6478 | 8,5% |
| France métropole | 139 008 | 67092 | 88,3% |
| Guadeloupe | 1 626 | 785 | 1,0% |
| Guyane | 1 471 | 710 | 0,9% |
| Martinique | 1 884 | 909 | 1,2% |
| Mayotte | 1 584 | 765 | 1,0% |
| Réunion | 11 926 | 5756 | 7,6% |
| Outre-Mer | 18 491 | 8925 | 11,7% |
| France entière | 157 499 | 76017 | 100,0% |

Tableau n°2ter : Contingents de CUI-CAE du ministère de l'Education nationale

| Académies | Année scolaire 2014-2015 | Année scolaire 2015-2016 |
|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Aix-Marseille | 3 920 | 4 428 |
| Amiens | 2 114 | 2 164 |
| Besançon | 1 094 | 1 151 |
| Bordeaux | 2 865 | 3 522 |
| Caen | 1 558 | 1 824 |
| Clermont-Ferrand | 1 054 | 1 110 |
| Corse | 233 | 238 |
| Créteil | 4 374 | 5 502 |
| Dijon | 1 837 | 1 982 |
| Grenoble | 3 482 | 3 876 |
| Lille | 5 912 | 6 302 |
| Limoges | 679 | 733 |
| Lyon | 3 165 | 4 123 |
| Montpellier | 2 478 | 2 942 |
| Nancy-Metz | 2 820 | 3 004 |
| Nantes | 3 262 | 3 727 |
| Nice | 1 797 | 2 142 |
| Orléans-Tours | 2 210 | 2 381 |
| Paris | 1 826 | 2 004 |
| Poitiers | 1 853 | 1 956 |
| Reims | 1 367 | 1 406 |
| Rennes | 3 569 | 4 596 |
| Rouen | 2 146 | 2 187 |
| Strasbourg | 914 | 980 |
| Toulouse | 2 771 | 3 302 |
| Versailles | 5 327 | 6 783 |
| TOTAL métropole | 64 627 | 74 365 |
| Guadeloupe | 956 | 975 |
| Guyane | 910 | 928 |
| Martinique | 929 | 948 |
| La Réunion | 1 680 | 1 817 |
| Mayotte | 255 | 324 |
| TOTAL outre-mer | 4 730 | 4 992 |
| TOTAL France entière | 69 357 | 79 357 |

Tableau n°3 : Enveloppes physico-financières de CIE pour le second semestre 2015 (dont CIE « Starter »)

| | Enveloppes physico-financières de CUI-CIE pour le 1er semestre 2015 | | | | Enveloppes physico-financières de CUI-CIE pour le 2ème semestre 2015** | | | | TOTAL Enveloppes physico-financières de CUI-CIE pour 2015 ** | | | | | |
|-------------------------------|---|---------------|----------------------|--------------------|--|---------------|----------------------|-------------------|--|----------------------------|--------------------|---|-------------------|------------------|
| | Enveloppe physique | | Enveloppe financière | | Enveloppe physique | | Enveloppe financière | | Enveloppe physique | Enveloppe financière total | | Dont enveloppe complémentaire au titre des 13 000 CIE starter | | |
| | Volume total | en % | AE | CP | Volume total | en % | AE | CP | Volume total | AE | CP | Volume total | AE | CP |
| ALSACE | 1 249 | 3,1% | 5 140 469 | 3 398 357 | 1 273 | 3,2% | 5 976 741 | 1 775 026 | 2 522 | 11 117 209 | 5 173 383 | 405 | 737 731 | 299 785 |
| AQUITAINE | 2 017 | 5,0% | 8 302 874 | 5 489 019 | 2 659 | 6,6% | 11 935 880 | 3 484 716 | 4 676 | 20 238 754 | 8 973 736 | 545 | 991 550 | 402 927 |
| AUVERGNE | 1 028 | 2,6% | 4 230 113 | 2 796 522 | 776 | 1,9% | 3 616 470 | 1 070 936 | 1 804 | 7 846 583 | 3 867 459 | 232 | 421 425 | 171 251 |
| BASSE-NORMANDIE | 1 142 | 2,9% | 4 702 248 | 3 108 650 | 981 | 2,5% | 4 505 229 | 1 326 699 | 2 124 | 9 207 477 | 4 435 349 | 256 | 465 498 | 189 160 |
| BOURGOGNE | 970 | 2,4% | 3 992 968 | 2 639 746 | 1 013 | 2,5% | 4 741 849 | 1 406 566 | 1 983 | 8 734 816 | 4 046 312 | 314 | 571 594 | 232 273 |
| BRETAGNE | 1 523 | 3,8% | 6 268 696 | 4 144 227 | 1 717 | 4,3% | 7 873 162 | 2 317 495 | 3 240 | 14 141 858 | 6 461 722 | 443 | 805 537 | 327 338 |
| CENTRE | 1 305 | 3,3% | 5 369 403 | 3 549 706 | 1 495 | 3,7% | 7 093 030 | 2 114 492 | 2 800 | 12 462 433 | 5 664 198 | 516 | 939 159 | 381 637 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 890 | 2,2% | 3 664 642 | 2 422 690 | 842 | 2,1% | 4 150 994 | 1 254 612 | 1 732 | 7 815 636 | 3 677 302 | 378 | 687 192 | 279 248 |
| CORSE | 147 | 0,4% | 606 881 | 401 208 | 149 | 0,4% | 672 640 | 196 561 | 297 | 1 279 521 | 597 769 | 32 | 57 332 | 23 297 |
| FRANCHE-COMTE | 679 | 1,7% | 2 794 688 | 1 847 564 | 742 | 1,9% | 3 482 551 | 1 034 350 | 1 421 | 6 277 239 | 2 881 914 | 237 | 430 429 | 174 909 |
| HAUTE-NORMANDIE | 1 277 | 3,2% | 5 257 434 | 3 475 683 | 1 311 | 3,3% | 6 201 253 | 1 846 914 | 2 588 | 11 458 687 | 5 322 596 | 444 | 807 199 | 328 014 |
| ILE-DE-FRANCE | 6 943 | 17,4% | 28 579 128 | 18 893 624 | 5 957 | 14,9% | 29 041 757 | 8 742 253 | 12 900 | 57 620 886 | 27 635 877 | 2 486 | 4 523 817 | 1 838 300 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 2 000 | 5,0% | 8 230 891 | 5 441 431 | 2 423 | 6,1% | 10 936 175 | 3 199 709 | 4 423 | 19 167 066 | 8 641 140 | 530 | 963 472 | 391 517 |
| LIMOUSIN | 313 | 0,8% | 1 289 632 | 852 574 | 335 | 0,8% | 1 578 342 | 469 427 | 648 | 2 867 974 | 1 322 001 | 110 | 200 244 | 81 371 |
| LORRAINE | 1 586 | 4,0% | 6 528 376 | 4 315 901 | 1 545 | 3,9% | 7 242 197 | 2 149 357 | 3 131 | 13 770 574 | 6 465 258 | 485 | 881 945 | 358 388 |
| MIDI-PYRENEES | 1 883 | 4,7% | 7 751 762 | 5 124 680 | 2 075 | 5,2% | 9 307 045 | 2 716 513 | 3 958 | 17 058 807 | 7 841 192 | 422 | 767 495 | 311 880 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 4 284 | 10,7% | 17 634 523 | 11 658 160 | 4 112 | 10,3% | 19 528 271 | 5 823 744 | 8 396 | 37 162 794 | 17 481 904 | 1 431 | 2 603 304 | 1 057 880 |
| PAYS DE LA LOIRE | 1 592 | 4,0% | 6 553 553 | 4 332 545 | 1 812 | 4,5% | 8 824 664 | 2 655 370 | 3 404 | 15 378 217 | 6 987 915 | 751 | 1 366 099 | 555 129 |
| PICARDIE | 1 226 | 3,1% | 5 045 151 | 3 335 343 | 1 214 | 3,0% | 5 976 071 | 1 804 927 | 2 440 | 11 021 222 | 5 140 269 | 538 | 978 886 | 397 781 |
| POITOU-CHARENTES | 1 161 | 2,9% | 4 779 693 | 3 159 849 | 1 251 | 3,1% | 5 695 475 | 1 672 144 | 2 412 | 10 475 169 | 4 831 993 | 301 | 547 940 | 222 661 |
| Pr. Alpes CA | 2 813 | 7,0% | 11 578 403 | 7 654 467 | 3 041 | 7,6% | 14 481 384 | 4 323 143 | 5 854 | 26 059 788 | 11 977 610 | 1 081 | 1 966 471 | 799 096 |
| RHONE-ALPES | 3 940 | 9,9% | 16 219 012 | 10 722 367 | 3 248 | 8,1% | 15 304 218 | 4 551 219 | 7 188 | 31 523 230 | 15 273 586 | 1 065 | 1 937 426 | 787 293 |
| Total France Métropole | 39 971 | 99,9% | 164 520 541 | 108 764 314 | 39 969 | 99,9% | 188 165 398 | 55 936 173 | 79 941 | 352 685 939 | 164 700 486 | 13 000 | 23 651 745 | 9 611 133 |
| MAYOTTE* | 29 | 0,1% | 118 700 | 78 472 | 31 | 0,1% | 127 595 | 35 929 | 60 | 246 295 | 114 402 | 0 | 0 | 0 |
| Total France Entière | 40 000 | 100,0% | 164 639 241 | 108 842 786 | 40 000 | 100,0% | 188 292 993 | 55 972 102 | 80 000 | 352 932 234 | 164 814 888 | 13 000 | 23 651 745 | 9 611 133 |

* Compte tenu du niveau du SMIC mahorais (7,26 €) la DIECCTE est autorisée à réaliser 71 contrats

** Y compris l'enveloppe complémentaire au titre des 13 000 CIE de l'année 2015

Tableau n°4 : Objectifs régionaux de la politique de la ville pour les emplois aidés sur l'année 2015

| Région | REPARTITION DES OBJECTIFS DE PRESCRIPTION DES EAV EN QPV | | REPARTITION DES OBJECTIFS DE PRESCRIPTION DES CAE EN QPV | | REPARTITION DES OBJECTIFS DE PRESCRIPTION DES CIE EN QPV | |
|-------------------------|---|---|--|-----------------------------|--|-----------------------------|
| | Poids des objectifs QPV dans la programmation régionale (conventions initiales) | Volume QPV des EAV sur 2015 (conventions initiales) | Poids des objectifs QPV dans la programmation régionale | Volume QPV des CAE sur 2015 | Poids des objectifs QPV dans la programmation régionale | Volume QPV des CIE sur 2015 |
| ALSACE | 35,0% | 670 | 18,1% | 1 152 | 14,8% | 373 |
| AQUITAINE | 21,1% | 767 | 7,9% | 1 033 | 8,3% | 388 |
| AUVERGNE | 15,8% | 226 | 8,0% | 414 | 6,9% | 124 |
| BASSE NORMANDIE | 18,5% | 322 | 7,8% | 420 | 6,3% | 134 |
| BOURGOGNE | 19,3% | 231 | 8,9% | 620 | 10,2% | 202 |
| BRETAGNE | 18,4% | 427 | 6,4% | 631 | 7,4% | 240 |
| CENTRE | 23,0% | 430 | 11,7% | 1 025 | 12,9% | 361 |
| CHAMPAGNE ARDENNE | 27,4% | 260 | 18,4% | 1 059 | 19,5% | 338 |
| CORSE | 12,9% | 26 | 8,9% | 105 | 10,3% | 31 |
| FRANCHE COMTE | 25,7% | 251 | 12,9% | 617 | 15,0% | 213 |
| HAUTE NORMANDIE | 30,9% | 512 | 12,9% | 1 120 | 14,0% | 362 |
| ILE DE France | 51,9% | 4 759 | 22,2% | 7 568 | 18,3% | 2 361 |
| LANGUEDOC ROUSSILLON | 24,4% | 867 | 9,6% | 1 279 | 10,5% | 464 |
| LIMOUSIN | 9,1% | 43 | 6,2% | 155 | 8,4% | 54 |
| LORRAINE | 26,9% | 676 | 11,9% | 981 | 11,5% | 360 |
| MIDI PYRENEES | 13,2% | 453 | 5,2% | 606 | 5,3% | 210 |
| NORD PAS DE CALAIS | 42,4% | 2 734 | 15,6% | 3 828 | 14,3% | 1 201 |
| PAYS DE LA LOIRE | 27,7% | 625 | 11,5% | 1 192 | 13,3% | 453 |
| PICARDIE | 29,6% | 390 | 12,1% | 1 210 | 15,6% | 381 |
| POITOU CHARENTES | 14,2% | 220 | 7,7% | 582 | 7,9% | 191 |
| PACA | 37,4% | 1 418 | 15,7% | 3 633 | 19,8% | 1 159 |
| RHONES ALPES | 29,6% | 1 361 | 11,2% | 2 441 | 10,0% | 719 |
| France METROPOLE | 30,0% | 17 099 | 13,0% | 31 615 | 13,0% | 10 392 |

Tableau n°5 : Situation de l'emploi des travailleurs handicapés dans les emplois aidés (CUI et emplois d'avenir)

| Source:SID/DGEFP au 06/06/2015 | Emplois d'avenir | | | | CAE | | | | CIE | | | | Total contrats aidés | | | |
|--------------------------------|------------------|------------|-------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|----------------------|--------------|--------------|--------------|
| | mai-14 | | mai-15 | | mai-14 | | mai-15 | | mai-14 | | mai-15 | | mai-14 | | mai-15 | |
| | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH | Part des TH | Volume TH |
| Alsace | 2,0% | 15 | 1,7% | 12 | 13,9% | 414 | 14,9% | 280 | 11,0% | 65 | 11,8% | 108 | 11,4% | 494 | 11,6% | 400 |
| Aquitaine | 2,9% | 42 | 2,3% | 31 | 17,0% | 799 | 18,7% | 678 | 11,0% | 96 | 9,7% | 183 | 13,3% | 937 | 13,1% | 892 |
| Auvergne | 2,4% | 14 | 2,4% | 15 | 16,6% | 317 | 20,4% | 324 | 24,1% | 135 | 24,5% | 112 | 15,3% | 466 | 16,9% | 451 |
| Basse-Normandie | 5,1% | 30 | 5,3% | 26 | 12,3% | 310 | 17,9% | 245 | 9,6% | 81 | 12,4% | 91 | 10,6% | 421 | 14,1% | 362 |
| Bourgogne | 3,4% | 35 | 2,4% | 23 | 18,8% | 504 | 17,6% | 403 | 9,8% | 43 | 7,2% | 53 | 14,0% | 582 | 11,9% | 479 |
| Bretagne | 4,2% | 42 | 5,1% | 51 | 21,1% | 746 | 24,5% | 567 | 8,4% | 56 | 11,1% | 132 | 16,3% | 844 | 16,7% | 750 |
| Centre | 3,2% | 33 | 3,4% | 45 | 15,6% | 491 | 21,6% | 477 | 13,7% | 74 | 13,9% | 135 | 12,7% | 598 | 14,7% | 657 |
| Champagne-Ardenne | 3,3% | 31 | 2,6% | 22 | 17,4% | 433 | 24,0% | 378 | 8,0% | 35 | 11,2% | 59 | 12,9% | 499 | 15,4% | 459 |
| Corse | 4,0% | 7 | 2,2% | 5 | 18,0% | 86 | 27,0% | 89 | 2,9% | 2 | 7,6% | 8 | 13,2% | 95 | 15,8% | 102 |
| Franche-Comté | 5,9% | 32 | 3,5% | 21 | 12,3% | 292 | 15,2% | 225 | 5,8% | 18 | 4,5% | 26 | 10,6% | 342 | 10,4% | 272 |
| Haute-Normandie | 2,7% | 28 | 2,8% | 27 | 16,3% | 551 | 17,3% | 459 | 19,5% | 92 | 12,7% | 110 | 13,7% | 671 | 13,2% | 596 |
| Ile-de-France | 1,7% | 76 | 1,9% | 64 | 7,3% | 814 | 7,7% | 771 | 3,3% | 107 | 4,7% | 189 | 5,3% | 997 | 5,9% | 1024 |
| Languedoc-Roussillon | 3,1% | 44 | 3,1% | 37 | 16,4% | 821 | 21,8% | 744 | 10,6% | 106 | 9,9% | 153 | 13,1% | 971 | 15,2% | 934 |
| Limousin | 4,3% | 19 | 2,1% | 7 | 21,1% | 244 | 23,2% | 133 | 10,3% | 12 | 6,4% | 13 | 16,0% | 275 | 14,0% | 153 |
| Lorraine | 2,7% | 30 | 3,5% | 26 | 11,4% | 484 | 15,8% | 314 | 12,6% | 92 | 9,9% | 105 | 9,9% | 606 | 11,6% | 445 |
| Midi-Pyrénées | 4,6% | 57 | 3,5% | 34 | 14,4% | 632 | 17,5% | 554 | 9,9% | 79 | 11,4% | 166 | 12,0% | 768 | 13,3% | 754 |
| Nord-Pas-de-Calais | 3,1% | 79 | 2,8% | 55 | 16,9% | 2009 | 27,0% | 1696 | 10,8% | 233 | 11,3% | 313 | 14,0% | 2321 | 18,5% | 2064 |
| Pays-de-la-Loire | 5,4% | 61 | 5,1% | 56 | 14,3% | 587 | 22,4% | 488 | 9,3% | 64 | 11,5% | 131 | 12,0% | 712 | 15,1% | 675 |
| Picardie | 2,6% | 36 | 1,6% | 21 | 14,7% | 796 | 19,1% | 593 | 3,3% | 20 | 6,6% | 51 | 11,5% | 852 | 13,1% | 665 |
| Poitou-Charentes | 3,2% | 29 | 3,9% | 35 | 14,8% | 509 | 20,2% | 451 | 5,8% | 30 | 8,7% | 80 | 11,7% | 568 | 13,8% | 566 |
| Provence-Alpes-Cote d'Azur | 2,6% | 71 | 2,7% | 49 | 10,2% | 1059 | 14,3% | 1150 | 5,9% | 83 | 12,5% | 220 | 8,4% | 1213 | 12,2% | 1419 |
| Rhone-Alpes | 3,9% | 105 | 4,6% | 107 | 13,7% | 1243 | 16,6% | 1080 | 6,9% | 138 | 14,1% | 295 | 10,8% | 1486 | 13,6% | 1482 |
| France métropole | 3,1% | 916 | 3,1% | 769 | 14,1% | 14141 | 17,6% | 12099 | 8,7% | 1661 | 10,2% | 2733 | 11,2% | 16718 | 12,9% | 15601 |
| Outre-Mer | 1,6% | 40 | 0,4% | 12 | 1,6% | 171 | 1,9% | 141 | | | | | 1,6% | 211 | 1,5% | 153 |
| Guadeloupe | 1,4% | 8 | 0,1% | 1 | 2,1% | 28 | 2,1% | 21 | | | | | 1,9% | 36 | 1,4% | 22 |
| Guyane | 0,7% | 2 | 0,7% | 2 | 0,8% | 10 | 2,3% | 14 | | | | | 0,8% | 12 | 1,9% | 16 |
| Martinique | 1,8% | 10 | 0,7% | 4 | 3,1% | 38 | 3,4% | 26 | | | | | 2,7% | 48 | 2,3% | 30 |
| Mayotte | 0,0% | | 0,0% | | 0,0% | | 0,5% | 7 | | | | | 0,0% | 0 | 0,4% | 7 |
| Réunion | 2,2% | 20 | 0,4% | 5 | 1,7% | 95 | 2,0% | 73 | | | | | 1,8% | 115 | 1,5% | 78 |
| France entière | 3,0% | 956 | 2,8% | 781 | 12,9% | 14312 | 16,1% | 12240 | 8,7% | 1661 | 10,3% | 2733 | 10,5% | 16929 | 12,0% | 15754 |